

## **À PROPOS DE L'OBSERVATOIRE DES ARMES WALLONNES**

L'Observatoire des armes wallonnes est une initiative de la société civile qui vise à ce que la Région wallonne rende des comptes par rapport à ses obligations en matière de commerce des armes, et ce en accordant une attention toute particulière aux exportations d'armes wallonnes à destination des pays impliqués dans la guerre au Yémen. Ceci est fait en collectant, en analysant et en diffusant des informations publiques. L'Observatoire des armes wallonnes propose des informations sur les politiques en matière de commerce des armes, les rapports, les exportations et les violations alléguées du droit. Il ne s'agit ni d'un système de vérification technique ni d'un régime d'inspection formelle.

Les principaux publics cibles de l'Observatoire des armes wallonnes sont les gouvernements, la société civile, les organisations internationales et non-gouvernementales, ainsi que les médias, les universitaires, les syndicats et le grand public. Le présent document examine en particulier les informations relatives à 2018 et aux premiers mois de 2019. L'Observatoire des armes wallonnes sera heureux de recevoir des commentaires et des éclaircissements sur les informations présentées.<sup>1</sup>

## **REMERCIEMENTS**

Le présent document a été préparé par Amnesty International (Stan Brabant, Brian May, Valérie Michaux et Jan Pollet) avec le soutien de plusieurs personnes et organisations qui ont fourni des informations essentielles, des commentaires et des suggestions, notamment: Denis Jacquin, Luc Mampaey et Yannick Quéau du GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), Manuel Lambert (Ligue des Droits Humains) et Peter Danssaert (Service international d'information sur la paix). Plusieurs personnes ont aussi fourni des informations anonymes. Les auteurs souhaitent également exprimer leur gratitude aux concepteurs de l'Observatoire des mines pour leur inspiration.

---

<sup>1</sup> Les commentaires et clarifications peuvent être transmis à [sbrabant@amnesty.be](mailto:sbrabant@amnesty.be).

*Développements clés depuis 2018:* La Région wallonne a continué à exporter de grandes quantités d'armes et d'équipements militaires vers des pays accusés de crimes de guerre. Les parlementaires wallons ont posé de nombreuses questions parlementaires sur les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite, en particulier depuis l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi. Deux enquêtes ont révélé que des armes wallonnes avaient été utilisées dans la guerre au Yémen. Le Conseil d'État a annulé plusieurs licences d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite et a déclaré que la Région wallonne avait omis d'examiner le comportement du pays acheteur. Neuf ONGs ont appelé la Région wallonne à cesser immédiatement ses ventes d'armes aux pays qui commettent de graves violations du droit international humanitaire et des droits humains.

## Politique

Après avoir signé le Traité sur le commerce des armes le 3 juin 2013, la Belgique a déclaré: "Cette signature concerne également la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale."<sup>2</sup> Bien que les régions aient "une compétence exclusive pour accorder des licences d'exportation, d'importation et de transit,"<sup>3</sup> le courtage en armes reste une matière fédérale en Belgique.<sup>4</sup>

La Région wallonne a approuvé le Traité sur le commerce des armes le 28 novembre 2013.<sup>5</sup> La Belgique l'a ratifié le 3 juin 2014.<sup>6</sup>

Conformément à l'article 12 de la Position commune de l'Union européenne sur le contrôle des exportations d'armes, la Région wallonne a légiféré par un décret réglementant l'importation, l'exportation, le transfert et le transit des armes, qui a été adopté le 21 juin 2012.<sup>7</sup> Selon le site Internet de la Région wallonne, "La décision politique de l'octroi ou du refus de toutes ces licences est une compétence exclusive du Ministre-Président de la Région Wallonne."<sup>8</sup>

En réponse à une question parlementaire, le Ministre-président wallon Willy Borsus a déclaré: "La Région wallonne a...confié la gestion administrative de la compétence à deux services spécifiques et distincts: la direction des licences d'armes, au sein de la Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche et le service « Contrôle licence, analyse politique étrangère et droit de l'homme », au sein de la Direction générale des Relations extérieures, devenant par la suite le service « Contrôle licence, analyse de

---

<sup>2</sup> Déclaration de la Belgique, 7 juin 2013.

[https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg\\_no=XXVI-8&chapter=26&clang=en#EndDec](https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXVI-8&chapter=26&clang=en#EndDec) (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>3</sup> ICBL-CMC, *Landmine and Cluster Munition Monitor*, "Belgium Cluster Munition Ban Policy," 29 juillet 2015, <http://the-monitor.org/en-gb/reports/2019/belgium/cluster-munition-ban-policy.aspx#ftnref18> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>4</sup> Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Version 2017," Avril 2018, p. 5, [http://gouvernement.wallonie.be/files/Documents/Rapports\\_Armes/Rapport%20annuel%202017vfinalEPP.pdf](http://gouvernement.wallonie.be/files/Documents/Rapports_Armes/Rapport%20annuel%202017vfinalEPP.pdf) (consulté le 4 juillet 2019).

<sup>5</sup> "Décret portant assentiment au Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013," 28 novembre 2013, <https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=26898&rev=28215-18965> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>6</sup> <https://www.un.org/disarmament/fr/convarms/sur-des-commerces-des-armes/> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>7</sup> "Décret relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes et de produits civils liés à la défense," 21 Juin 2012. <https://wallex.wallonie.be/index.php?mod = résultats & de = thèmes & idtheme = 10887 & rtheme = Armes> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>8</sup> [http://economie.wallonie.be/Licences\\_armes/Accueil.html](http://economie.wallonie.be/Licences_armes/Accueil.html) (consulté le 9 juillet 2019).

politique étrangère » au sein de Wallonie-Bruxelles international (WBI). Par ailleurs, le Gouvernement wallon a décidé de créer...une commission ad hoc dont le rôle serait d'examiner les critères d'octroi des licences et de remettre des avis."<sup>9</sup> Cette commission d'avis "ne remet ses avis qu'au ministre compétent" et ses membres "sont dispensés de se référer et de faire rapport à leur hiérarchie du travail effectué."<sup>10</sup>

Le 8 juin 2017, la Chambre des représentants adoptait une résolution demandant au gouvernement belge "de demander aux entités fédérées de mettre fin à l'importation, à l'exportation et au transit avec le Royaume d'Arabie saoudite de technologie et d'équipements militaires...; de tendre, sur la base d'un accord entre les Régions, vers un embargo aux niveaux de l'UE et des Nations unies sur l'importation, l'exportation et le transit avec l'Arabie saoudite de technologies et équipements militaires...; de mettre fin aux contacts commerciaux entre l'attaché de Défense belge et les autorités saoudiennes à propos de contrats avec l'industrie belge de la défense." En outre, la résolution demande au gouvernement belge d'ordonner à Credendo Group, un groupe d'assurance-crédit détenu par l'État belge, "de ne plus offrir de produits d'assurances pour les dossiers d'exportation de la Belgique vers le Royaume d'Arabie saoudite de technologies et d'équipements militaires... tant que le Royaume d'Arabie saoudite ne réalise pas de progrès en matière de respect du droit international, en particulier des droits de l'homme."<sup>11</sup> Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) a commenté: "Bien que la portée de la résolution votée par la Chambre soit avant tout symbolique, elle contient un élément dont l'effet est concret et immédiat... Cette décision [de mettre fin aux services d'assurances à l'exportation] devrait avoir un impact sur le risque et le coût pour les entreprises belges de l'armement qui commercent avec Riyad."<sup>12</sup>

Le 26 juin 2017, Pascale Delcomminette, Administratrice générale de WBI et de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEX), déclarait à Amnesty International que les demandes de licence d'exportation d'armes pour la Garde royale saoudienne avaient reçu un avis favorable à la suite d'une analyse de tous les critères de la Position commune de l'Union européenne sur le contrôle des exportations d'armes.<sup>13</sup> En février 2019, Hélène Ryckmans, une parlementaire wallonne, posait la question: "Y a-t-il concordance des deux piliers, Awex et WBI, ou l'un des deux piliers prend-il le pas sur l'autre?" "Ce qui peut poser question quand on aborde les ventes d'armes par exemple,"

---

<sup>9</sup> Les membres de la Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes sont: Pascale Delcomminette (administratrice générale de WBI, présidente), André Querton (désigné par la ministre des relations extérieures, vice-président), Jean-Claude Henrotin (inspecteur général en charge du multilatéral mondial au sein de WBI), David Royaux (délégué général Wallonie-Bruxelles à Genève), Olivier Gillet (directeur du service "Contrôle licences, analyse de politique étrangère" de WBI), Michel Moreels (directeur de la Direction des licences d'armes du Service public de Wallonie). Parlement de Wallonie, "La composition de la Commission d'avis sur les licences d'exportations d'armes," Réponse du Ministre-président Borsus à une question écrite de Stéphane Hazée, 2 avril 2019, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=91599> (consulté le 25 juin 2019).

<sup>10</sup> Conseil d'Etat, "Arrêt n° 244.804," 14 juin 2019, <http://www.raadvst-consetat.be/arr.php?nr=244804> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>11</sup> Chambre des représentants de Belgique, "Résolution visant à reconsidérer la politique étrangère de la Belgique à l'égard du Royaume d'Arabie saoudite," 8 juin 2017, <https://www.lachambre.be/doc/flwb/pdf/54/2055/54k2055011.pdf#search=%22doc> (consulté le 14 août 2019).

<sup>12</sup> GRIP, "Faut-il arrêter de vendre des armes à l'Arabie saoudite?," 20 septembre 2017, <https://www.grip.org/fr/node/2423> (consulté le 14 août 2019).

<sup>13</sup> Notes d'une réunion entre Amnesty International et AWEX-WBI, Bruxelles, 26 juin 2017.

écrivait le journal *Le Soir*.<sup>14</sup> Invité à commenter le présent document, un représentant de WBI a écrit: "L'Administration de WBI n'est cependant pas en mesure de répondre favorablement à votre demande. Elle ne communique que par le biais du rapport de la Région wallonne, approuvé par le parlement et le pouvoir politique."<sup>15</sup>

Le 12 janvier 2018, répondant à une question parlementaire sur la coopération militaire avec l'Arabie saoudite, le Ministre-président wallon déclarait: "je voudrais exprimer toute ma volonté et ma détermination à vraiment faire bouger les lignes...ma ligne de conduite s'appuiera toujours sur un respect scrupuleux des positions de l'Union européenne et de l'Organisation des Nations Unies... En ce qui concerne le risque allégué que les armes se retournent contre les populations au Yémen, je puis indiquer que la Région wallonne n'accorde plus de licences au Ministère de la Défense d'Arabie saoudite depuis l'année 2017. Les destinataires des licences...sont La Garde nationale et La Garde royale de cet État...La Garde nationale et La Garde royale ne sont...aucunement destinées à mener des opérations militaires en dehors de l'Arabie saoudite...j'ai vivement recommandé aux entreprises wallonnes productrices d'armement d'élaborer et de mettre en œuvre, le plus rapidement possible, un plan de diversification de leur clientèle et de leurs marchés à échéance de 5 ans maximum."<sup>16</sup> Le 17 avril 2018, le Ministre-président wallon ajoutait: "Dans l'immédiat,...il m'apparaît...inopportun d'arrêter de délivrer des licences d'exportation d'armes vers l'Arabie Saoudite, dès lors que nous respectons toutes les dispositions légales en vigueur."<sup>17</sup>

Le 14 mars 2018, l'administrateur délégué de l'Union wallonne des entreprises déclarait: "Le gouvernement wallon...a fait beaucoup de choses pour favoriser le contrat de CMI<sup>18</sup> avec les Canadiens pour la vente de tourelles de char [à l'Arabie saoudite]. Il y a eu beaucoup d'interventions pour favoriser les exportations d'armes, un secteur important en Wallonie."<sup>19</sup>

Le 4 avril 2019, en réponse au rapport d'Amnesty International intitulé "Des armes belges aux mains d'une milice au Yémen" (voir ci-dessous), le Ministre-président wallon écrivait: "...j'ai demandé à mon administration, courant février, d'ouvrir une enquête et d'examiner si des exportations d'armes auraient éventuellement pu faire l'objet de détournements. Dans le cadre de cette enquête, l'ensemble des informations que vous m'avez aimablement transmises lui a été communiqué afin de faire l'objet d'une analyse et d'une vérification approfondie."<sup>20</sup> Le 16 avril 2019, en réponse à un tweet d'Amnesty International, le Ministre-président wallon, écrivait que l'enquête était "en cours actuellement."<sup>21</sup> Le 23 mai 2019,

---

<sup>14</sup> *Le Soir*, "La diplomatie francophone est-elle en danger?," 4 février 2019,

<https://plus.lesoir.be/204593/article/2019-02-04/la-diplomatie-francophone-est-elle-en-danger> (consulté le 23 juillet 2019).

<sup>15</sup> Email d'Olivier Gillet, Directeur du service "Contrôle licences, analyse politique étrangère," WBI, 23 juillet 2019.

<sup>16</sup> Parlement de Wallonie, "La coopération militaire de la Wallonie avec l'Arabie saoudite," Réponse du Ministre-président Borsus à une question écrite de Maurice Mottard, 12 janvier 2018, <https://www.parlement-wallonie.be/pwpages?p=interp-questions-voir&type=28&iddoc=83919> (consulté le 25 juin 2019).

<sup>17</sup> Parlement de Wallonie, "La vente d'armes à l'Arabie saoudite," réponse du Ministre-président Borsus à une question écrite de Véronique Waroux, 7 mai 2018, envoyée à Amnesty International par Véronique Waroux.

<sup>18</sup> Cockerill Maintenance & Ingénierie (CMI) fut renommée John Cockerill en mai 2019. Dans un souci de clarté, le présent document fait référence à la société en tant que CMI.

<sup>19</sup> *La Libre Belgique*, "Le CETA, une opportunité pour améliorer l'image de la Wallonie au Canada," 14 mars 2018, p.6.

<sup>20</sup> Lettre de Willy Borsus, Ministre-président de la Région wallonne, à Amnesty International, 4 avril 2019.

<sup>21</sup> <https://twitter.com/wborsus/status/1118179890447233025> (consulté le 9 juillet 2019).

Amnesty International écrivait au Ministre-président pour lui demander où en était l'enquête.<sup>22</sup> En date du 30 août 2019, le Ministre-président n'avait pas répondu.

Le 10 mai 2019, en réponse à l'enquête #BelgianArms, le Ministre des Affaires étrangères belge déclarait dans un entretien radiophonique: "C'est vrai qu'il y a un débat à Liège, que je connais bien, entre l'emploi des 15.000 travailleurs<sup>23</sup> de la FN, et les difficultés que l'on rencontre avec certains acheteurs comme l'Arabie saoudite en matière de droits de l'homme. Personnellement, j'ai proposé à chaque fois aux régions qu'on aille vers un embargo. Je plaide aussi pour un embargo européen, j'ai fait des démarches pour cela."<sup>24</sup> Quelques heures plus tard, le Ministre-président wallon déclarait: "Dès l'instant où il apparaîtrait que des armes n'ont pas, in fine, été utilisées à l'endroit ou dans le pays auquel elles étaient destinées, il y aura effectivement une réaction de la Région wallonne. Cela peut aller jusqu'à la suspension des licences d'armes déjà accordées puisque c'est ce dont il est question."<sup>25</sup>

Le 16 mai 2019, le Ministre-président wallon déclarait dans un entretien radiophonique: "La question d'abord de la création, ou non, de nouvelles licences de vente d'armes, là, c'est clair: avec l'Arabie Saoudite, cette suspension a déjà été décidée le 1er octobre dernier, la décision est prise."<sup>26</sup> Le 23 mai 2019, Amnesty International demandait au Ministre-président de confirmer par écrit ce qu'il avait déclaré le 16 mai 2019.<sup>27</sup> En date du 30 août 2019, le Ministre-président n'avait pas répondu.

## Rapports

La Belgique a soumis ses rapports annuels en 2015, 2016, 2017 et 2018 conformément à ses obligations en vertu de l'article 13 du Traité sur le commerce des armes. L'ATT Monitor note que la Belgique a utilisé une "agrégation excessive."<sup>28</sup> La Belgique regroupe toutes les catégories d'armes légères et de petit calibre (catégories européennes ML1, ML2 et ML3) en

---

<sup>22</sup> Lettre d'Amnesty International à Willy Borsus, Ministre-président de la Région wallonne, 23 mai 2019.

<sup>23</sup> Selon un rapport du GRIP datant d'août 2018, FN Herstal emploie 1.389 personnes. GRIP, "L'effet multiplicateur d'emploi du secteur de l'armement en Belgique," 24 août 2018, [https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES\\_ANALYSE/2018/NA\\_2018-08-24\\_FR\\_L-MAMPAEY.pdf](https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2018/NA_2018-08-24_FR_L-MAMPAEY.pdf) (consulté le 14 août 2019).

<sup>24</sup> RTBF, "Didier Reynders demande au gouvernement wallon d'arrêter les ventes d'armes vers l'Arabie Saoudite," 10 mai 2019, [https://www.rtf.be/info/dossier/la-premiere-soir-premiere/detail\\_si-vous-etes-ministre-didier-reynders-tete-de-liste-a-la-chambre-pour-bruxelles?id=10217593](https://www.rtf.be/info/dossier/la-premiere-soir-premiere/detail_si-vous-etes-ministre-didier-reynders-tete-de-liste-a-la-chambre-pour-bruxelles?id=10217593) (consulté le 14 août 2019).

<sup>25</sup> RTBF, "Armes belges livrées à l'Arabie saoudite: « La Wallonie respectera les règles internationales »,» 11 mai 2019, [https://www.rtf.be/info/belgique/detail\\_armes-belges-livrees-a-l-arabie-saoudite-la-wallonie-respectera-les-regles-internationales?id=10218019](https://www.rtf.be/info/belgique/detail_armes-belges-livrees-a-l-arabie-saoudite-la-wallonie-respectera-les-regles-internationales?id=10218019) (consulté le 14 août 2019).

<sup>26</sup> RTBF, "« Si vous êtes ministre »: Willy Borsus, du MR," 15 mai 2019, [https://www.rtf.be/info/dossier/elections-2019/detail\\_si-vous-etes-ministre-willy-borsus-du-mr?id=10221611](https://www.rtf.be/info/dossier/elections-2019/detail_si-vous-etes-ministre-willy-borsus-du-mr?id=10221611) (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>27</sup> Lettre d'Amnesty International à Willy Borsus, Ministre-président de la Région wallonne, 23 mai 2019.

<sup>28</sup> "L'usage immodéré des pratiques d'agrégation a rendu un certain nombre de rapports annuels incomplets ou problématiques, en ce qui concerne l'évaluation du respect d'un État partie par rapport aux obligations découlant du TCA...; il est donc impossible, pour certaines ou pour toutes les sections, de déterminer quel type d'arme était exportée ou importée, ainsi que quels étaient les fournisseurs et les destinations d'exportation et d'importation." *Rapport 2018 ATT Monitor, Control Arms*, p.32, [https://attmonitor.org/en/wp-content/uploads/2018/08/FR\\_ATT\\_Monitor\\_Report\\_2018\\_ONLINE.pdf](https://attmonitor.org/en/wp-content/uploads/2018/08/FR_ATT_Monitor_Report_2018_ONLINE.pdf) (consulté le 23 août 2019).

une seule catégorie nationale. Selon le GRIP, les informations fournies par la Belgique "manquent de détails dans la description et le nombre d'éléments transférés."<sup>29</sup>

La Région wallonne a soumis des rapports annuels conformément à l'article 24 du décret de 2012. Les rapports annuels sont disponibles en ligne.<sup>30</sup> Le GRIP a noté en 2017 que les rapports annuels de la Région wallonne étaient "Incomplets, trop rares et trop tardifs."<sup>31</sup> En date du 30 août 2019, la Région wallonne n'avait pas soumis son rapport annuel pour 2018.

## Production

Selon le GRIP, 41 entreprises avaient "une activité de production de biens et de services à usage militaire" en Région wallonne en 2016. Ensemble, elles employaient 3.605 personnes.<sup>32</sup> Les poids lourds du secteur comprennent actuellement: FN Herstal (1.389 emplois), SONACA (480 emplois), CMI (440 emplois<sup>33</sup>), Mecar (316 emplois) et Thales Alenia Space (163 emplois).<sup>34</sup> Le GRIP a estimé "l'emploi total qui sera créé dans l'ensemble de l'économie belge (dans l'entreprise, chez les fournisseurs et par la consommation des ménages)" à 11.403 emplois en 2017. Ce chiffre comprend 8.617 emplois "liés à la production d'armes" en Région wallonne.<sup>35</sup>

En août 2014, CMI a remporté un "contrat de sous-traitance pour un programme militaire" de 3,2 milliards d'euros avec le constructeur de véhicules canadien General Dynamics Land Systems (GDLS) et portant sur la livraison de 928 véhicules blindés légers.<sup>36</sup> Le contrat sur 15 ans vise à équiper des véhicules blindés assemblés au Canada et destinés à la Garde nationale saoudienne.<sup>37</sup> Il comprend la livraison de tourelles-canon (105 et 30 mm), de systèmes de simulation et de formation.<sup>38</sup> La production et l'assemblage des tourelles-canon sont répartis entre Distroff (France), Aubange et Loncin (Belgique).<sup>39</sup>

---

<sup>29</sup> Email de Denis Jacqumin, GRIP, 2 août 2019.

<sup>30</sup> Voir <http://gouvernement.wallonie.be/home/publications/rapport-armes.html> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>31</sup> GRIP, "Rapports de la Région wallonne sur les exportations d'armes: Incomplets, trop rares et trop tardifs," 21 août 2017, <https://www.grip.org/fr/node/2390> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>32</sup> GRIP, "Base de données de l'industrie de l'armement en Belgique," <https://production.grip.org/>; GRIP, "Panorama de l'industrie de l'armement en Belgique," juillet 2018, <https://www.grip.org/fr/node/2611> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>33</sup> Ce chiffre concerne l'emploi au sein de CMI Défense.

<sup>34</sup> Email de Denis Jacqumin, Chercheur en contrôle des transferts d'armes légères et de petit calibre, GRIP, 2 août 2019.

<sup>35</sup> GRIP, "L'effet multiplicateur d'emploi du secteur de l'armement en Belgique," 24 août 2018, [https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES\\_ANALYSE/2018/NA\\_2018-08-24\\_FR\\_L-MAMPAEY.pdf](https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2018/NA_2018-08-24_FR_L-MAMPAEY.pdf) (consulté le 18 juillet 2019).

<sup>36</sup> *L'Echo*, "CMI décroche un contrat de 5 milliards en Arabie saoudite," 28 août 2014, <https://www.lecho.be/entreprises/industries-de-base/cmi-decroche-un-contrat-de-5-milliards-en-arabie-saoudite/9538447.html> (consulté le 5 juillet 2019); *Middle East Eye*, "Canada-Arabie saoudite: menace sur un énorme contrat d'armement," 9 août 2018, <https://www.middleeasteye.net/fr/news/canada-arabie-saoudite-menace-sur-un-enerme-contrat-darmement> (consulté le 5 juillet 2019); CMI, "CMI: An innovative summer harvest," 28 août 2014, <https://johncockerill.com/en/press-and-news/news/cmi-an-innovative-summer-harvest/> (consulté le 5 juillet 2019).

<sup>37</sup> GRIP, "Ventes d'armes à l'Arabie saoudite: complicité de crime de guerre?," 20 janvier 2016, <https://www.grip.org/fr/node/1927> (consulté le 5 juillet 2019).

<sup>38</sup> CMI, "CMI: An innovative summer harvest," 28 août 2014, [https://johncockerill.com/en/press-and-news/news/cmi-an-innovative-summer-harvest/##URL||STRUCT||CT-CV%20Weapon%20Système%20\(105%20mm\)##](https://johncockerill.com/en/press-and-news/news/cmi-an-innovative-summer-harvest/##URL||STRUCT||CT-CV%20Weapon%20Système%20(105%20mm)##) (consulté le 5 juillet 2019).

<sup>39</sup> Sudinfo.be, "Seraing: CMI va engager 100 personnes dans son secteur de la Défense en 2015 et 40 dans le secteur de l'énergie," 8 janvier 2015, <https://www.sudinfo.be/art/1185279/article/2015-01->

En septembre 2018, réagissant à la perte de ses licences (voir ci-dessous), la direction de FN Herstal a refusé de commenter ses futures relations commerciales avec l'Arabie saoudite, évoquant le "secret des affaires".<sup>40</sup>

## Exportations

En 2016, la Région wallonne a délivré 1,438 licences d'exportation (90,21% du total de la Belgique) pour une valeur totale de 453.126.064€.<sup>41</sup> Parmi celles-ci, 15 licences ont été accordées pour les Émirats arabes unis (valeur: 48.614.295€), 13 pour l'Arabie saoudite (valeur: 33.514.269€), 11 pour la Turquie (valeur: 21.158.001€) et trois pour le Maroc (valeur: 4.766.399€). Des licences d'exportation représentant un montant de 9.294.479€ ont été refusées. Les refus concernaient des exportations vers quatre pays: Israël, la Jamaïque, la Turquie et le Venezuela.<sup>42</sup>

En 2017, la Région wallonne a délivré 1.313 licences d'exportation à 69 pays pour une valeur totale de 620.625.104€. Les exportations réelles se sont élevées à 702.066.538€, soit une augmentation de 72% par rapport à 2016. Parmi les licences accordées, huit concernaient l'Arabie saoudite (valeur: 152.700.289€). 229 cas ont été considérés comme "très sensibles." 10 licences d'exportation représentant un montant de 20.451.531€ ont été refusées. Les refus concernaient trois destinations: les Philippines, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.<sup>43</sup> Les exportations réelles de la Région wallonne vers l'Arabie saoudite se sont élevées à 190.589.173€ tandis que les exportations vers les Émirats arabes unis se sont élevées à 9.407.051€. En outre, les exportations vers le Canada de "chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties" s'élevaient à 248.220.829€.<sup>44</sup>

Pour 2018, la Belgique a communiqué des licences d'exportation vers l'Arabie saoudite pour un montant de 195.776.293€ et n'a signalé aucune licence d'exportation vers les Émirats arabes unis.<sup>45</sup> Les exportations réelles de la Région wallonne vers l'Arabie saoudite se sont

---

[08/seraing-cmi-va-engager-100-personnes-dans-son-secteur-defense-en-2015-et-40-dans](#) (consulté le 5 juillet 2019); Amnesty International, "Rapport annuel 2019 sur les exportations françaises d'armement. Ce que l'on ne nous dit pas, ce qui doit changer," juillet 2019, p.9-12.

<sup>40</sup> *L'Echo*, "Borsus retire 7 licences d'exportation d'armes à la FN Herstal," 15 septembre 2018, <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/borsus-retire-7-licences-d-exportation-d-armes-a-la-fn-herstal/10050025.html> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>41</sup> Région wallonne, "Rapport annuel du Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Version 2017," avril 2017, pp. 35 et 49, [http://gouvernement.wallonie.be/files/Documents/Rapports\\_Armes/Rapport%20annuel%202017vfinal\\_ePP.pdf](http://gouvernement.wallonie.be/files/Documents/Rapports_Armes/Rapport%20annuel%202017vfinal_ePP.pdf) (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>42</sup> Région wallonne, Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Version 2016," non daté, pp. 52, 63 et 68, [http://gouvernement.wallonie.be/files/Documents/Rapports\\_Armes/Armes%20rapport%20annuel%202016.pdf](http://gouvernement.wallonie.be/files/Documents/Rapports_Armes/Armes%20rapport%20annuel%202016.pdf) (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>43</sup> Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Version 2017," avril 2018, pp.47, 58, 78 et 21, [http://gouvernement.wallonie.be/files/Documents/Rapports\\_Armes/Rapport%20annuel%202017vfinal\\_ePP.pdf](http://gouvernement.wallonie.be/files/Documents/Rapports_Armes/Rapport%20annuel%202017vfinal_ePP.pdf) (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>44</sup> Banque nationale de Belgique, "Statistiques en ligne," <https://stat.nbb.be/> (consulté le 5 juillet 2019).

<sup>45</sup> Gouvernement du Royaume de Belgique, "Rapport annuel sur les exportations et les importations d'armes classiques, conformément à l'Article 13(3) du Traité sur le commerce des armes (rapport pour l'année civile 2018)", <https://thearmstradetreaty.org/download/5008a7f6-e013-3dde-a3ec-fe82c82bbccc> (consulté le 2 juillet 2019).

élevées à 182.407.212€, tandis que les exportations vers les Émirats arabes unis se sont élevées à 14.907.702€. En outre, les exportations vers le Canada de “Chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties” s’élevaient à 428.391.104€.<sup>46</sup>

Pour le premier trimestre de 2019, les exportations réelles de la Région wallonne vers l'Arabie saoudite se sont élevées à 45.970.068€, tandis que les exportations vers les Émirats arabes unis se sont élevées à 2.289.690€. Les exportations vers le Canada de “Chars et automobiles blindés de combat, armés ou non; leurs parties” s’élevaient à 179.748.789€.<sup>47</sup>

#### Région wallonne - Licences d’exportation d’armes accordées vers l’Arabie saoudite<sup>48</sup>

	2013	2014	2015	2016	2017	Total
Licences	27	49	34	13	8	131
€	97.821.243	396.925.695	575.861.451	33.514.269	152.700.289	1.256.822.947

Le 8 décembre 2018, trois conteneurs de munitions de 12,7 mm ont été chargés dans le port d'Anvers à bord du navire Bahri Hofuf, à destination de l'Arabie saoudite.<sup>49</sup> Le 23 janvier 2019, le Bahri Tabuk, un autre navire saoudien du transporteur Bahri, a chargé au moins quatre conteneurs de munitions de guerre en provenance de FN Herstal dans le port d'Anvers. Le 10 mai 2019, le Bahri Yanbu, un troisième navire, a chargé "au moins six conteneurs de munitions" à destination de l'Arabie saoudite: cinq conteneurs de 13,6 tonnes et un conteneur de 6,6 tonnes. La cargaison contenait "des cartouches pour armes, projectiles inertes."<sup>50</sup> Selon l'administrateur général des Douanes et Accises, "La cargaison à bord du navire Bahri Yanbu a été expédiée avec une licence en cours de validité qui n'a pas été suspendue."<sup>51</sup> La flotte Bahri, anciennement connue sous le nom de compagnie maritime nationale saoudienne, a également récemment transporté des véhicules blindés légers du Canada, des munitions d'Espagne et des pièces d'artillerie de France.<sup>52</sup>

Entre 2006 et 2014, la Région wallonne a accordé des licences d'exportation à l'Arabie saoudite pour un montant de 1,7 milliard d'euros. Ce montant ne prend pas en compte un contrat de 3,2 milliards d'euros sur quinze ans signé par CMI en 2014 pour équiper des

<sup>46</sup> Banque nationale de Belgique, “Statistiques en ligne,” <https://stat.nbb.be/> (consulté le 3 juillet 2019).

<sup>47</sup> Banque nationale de Belgique, “Statistiques en ligne,” <https://stat.nbb.be/> (consulté le 3 juillet 2019).

<sup>48</sup> Information fournie par Denis Jacqmin, GRIP, le 2 août 2019. Ce tableau ne couvre pas les exportations au Canada de tourelles-canon CMI pour des véhicules blindés prévus pour l'Arabie saoudite.

<sup>49</sup> *Le Soir*, “Enquête: des armes fabriquées en Wallonie tuent au Yémen,” 8 mai 2019, <https://plus.lesoir.be/222855/article/2019-05-08/enquete-des-armes-fabriquees-en-wallonie-tuent-au-yemen?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2520desc%26word%3Dbahri> (consulté le 5 juillet 2019).

<sup>50</sup> *De Morgen*, “Saudisch schip haalde wel degelijk wapens op in Antwerpen,” 10 mai 2019, <https://www.demorgen.be/nieuws/saudisch-schip-haalde-wel-degelijk-wapens-op-in-antwerpenpen~bfd9de/> (consulté le 5 juillet 2019).

<sup>51</sup> Lettre de Kristian Vanderwaeren, Administrateur général des Douanes et Accises, à Vincent Letellier (avocat de la Ligue des Droits Humains et de la Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie ou CNAPD), 7 mai 2019.

<sup>52</sup> Vredesactie, “Minstens zes containers munitie via Antwerpse haven naar Saoedi-Arabië,” <https://www.vredesactie.be/minstens-zes-containers-munitie-antwerpse-haven-naar-saoedi-arabië> (consulté le 5 juillet 2019); La Repubblica Genova.it, “Genova, cannoni e carri armati le prime foto della nave delle armi che i portuali non vogliono far attraccare,” [https://genova.repubblica.it/cronaca/2019/05/16/foto/genova\\_le\\_foto\\_della\\_stiva\\_della\\_nave\\_delle\\_armi\\_che\\_i\\_portuali\\_non\\_vogliono\\_far\\_attraccare-226379403/1/#1](https://genova.repubblica.it/cronaca/2019/05/16/foto/genova_le_foto_della_stiva_della_nave_delle_armi_che_i_portuali_non_vogliono_far_attraccare-226379403/1/#1) (consulté le 5 juillet 2019).

véhicules blindés assemblés au Canada et destinés à la Garde nationale saoudienne (voir ci-dessus).<sup>53</sup>

Le 28 janvier 2019, CMI a signé un accord avec les Industries militaires d'Arabie saoudite (SAMI) en vue de créer une joint-venture qui "développera et fournira des tourelles et des systèmes d'armes modernes et hautement performants pour les véhicules blindés."<sup>54</sup> Cette nouvelle joint-venture ne serait pas destinée à remplacer le contrat de CMI avec la firme canadienne GDLS.<sup>55</sup> SAMI "joue un rôle majeur dans la localisation des industries militaires du Royaume qui est classé parmi les cinq premiers pays en termes de dépenses militaires dans le monde."<sup>56</sup>

### Violations alléguées du droit international, européen et régional

En août 2016, ATT Monitor classait la Belgique parmi les États qui "ont soit accepté, soit livré des transferts d'armes à l'Arabie saoudite," et indiquait que "[plusieurs] États parties semblent être en violation directe des obligations juridiquement contraignantes du Traité (en particulier les Articles 6: Interdictions et 7: Exportation et évaluation des demandes d'exportation) en continuant de fournir des armes à l'Arabie saoudite où il existe un risque évident qu'elles seront utilisées en violation du droit international au Yémen." ATT Monitor appelait les États parties à se conformer à leurs obligations légales et à se montrer à la hauteur de l'objectif du Traité de réduire les souffrances humaines.<sup>57</sup>

Le 2 juin 2017, Amnesty International dénonçait "le non-respect par la Région wallonne de ses engagements internationaux dans le cadre des relations commerciales qu'elle entretient avec l'Arabie saoudite en matière d'armement... outre les violations des droits humains qu'elle commet sur son propre sol, [l'Arabie saoudite] est à l'origine, dans le cadre de la guerre qu'elle mène au Yémen, de nombreuses attaques dirigées contre des civils ou des biens de caractère civil."<sup>58</sup>

le 6 Février 2019, Amnesty International publiait une enquête à partir d'informations disponibles en libre accès, d'après laquelle "[malgré] les graves atteintes aux droits humains attribuées aux Émirats arabes unis et aux milices qu'ils soutiennent, les pays suivants ont récemment fourni des armes aux Émiriens: ...la Belgique,... Amnesty International a analysé les éléments disponibles en libre accès au sujet de la bataille d'Hodeida et constaté que les

---

<sup>53</sup> GRIP, "Les ventes d'armes à feu en Arabie saoudite: complicité de crime de guerre?," 20 janvier 2016, <https://www.grip.org/fr/node/1927> (consulté le 9 juillet 2019); Middle East Eye, "Canada-Arabie saoudite : menace sur un énorme contrat d'armement," 9 août 2018, <https://www.middleeasteye.net/fr/news/canada-arabie-saoudite-menace-sur-un-enerme-contrat-darmement> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>54</sup> *L'Echo*, "L'entreprise wallonne CMI produira des armes en Arabie saoudite," 30 janvier 2019 <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/l-entreprise-wallonne-cmi-produira-des-armes-en-arabie-saoudite/10092257.html> (consulté le 9 juillet 2019); *Jane's 360*, "Saudi Arabia announces new defence joint ventures," 30 janvier 2019, <https://www.janes.com/article/86054/saudi-arabia-announces-new-defence-joint-ventures> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>55</sup> "Belgian company CMI will produce turrets in Saudi Arabia," 30 janvier 2019, [https://www.armyrecognition.com/january\\_2019\\_global\\_defense\\_security\\_army\\_news\\_industry/belgian\\_company\\_cmi\\_will\\_produce\\_turrets\\_in\\_saudi\\_arabia.html](https://www.armyrecognition.com/january_2019_global_defense_security_army_news_industry/belgian_company_cmi_will_produce_turrets_in_saudi_arabia.html) (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>56</sup> SAMI, "About us," <https://www.sami.com.sa/en/about-us> (consulté le 17 juillet 2019)

<sup>57</sup> ATT Monitor, "Update to ATT Monitor case study, Dealing in double standards how arms sales to Saudi Arabia are causing human suffering in Yemen, Case Study 2 (update)," août 2016, <https://attmonitor.org/en/wp.-content/uploads/2016/09/ATT-Monitor-Case-Case-2-Update-120916.pdf> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>58</sup> Amnesty International, "La Belgique viole le Traité sur le commerce des armes," 2 juin 2017, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/la-belgique-viole-le-traite-sur-le-commerce-des-armes> (consulté le 9 juillet 2019).

véhicules militaires et les armes vendus aux Émirats arabes unis sont aujourd'hui largement utilisés par les milices sur le terrain... Des mitrailleuses légères Minimi, de fabrication belge, également probablement vendues aux Émirats arabes unis, sont actuellement utilisées par les « Brigades des Géants ».<sup>59</sup> La Région wallonne a accordé 15 licences d'une valeur de 48.614.295€ aux Émirats arabes unis en 2016.<sup>60</sup>

Le 19 février 2019, deux ONGs<sup>61</sup> demandaient l'ouverture d'une information judiciaire sur les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite par FN Herstal, CMI et une troisième société non identifiée.<sup>62</sup>

Le 9 mai 2019, l'enquête #BelgianArms<sup>63</sup> confirmait que des armes produites en Région wallonne - notamment des fusils d'assaut FN F2000, des tourelles de char CMI et des munitions Mecar de 90 mm - sont utilisées pour la guerre au Yémen. Ceci contredit des déclarations du Ministre-président Willy Borsus qui disait en Décembre 2017 au Parlement wallon: "Les destinataires des licences octroyées par la Région wallonne à l'Arabie saoudite sont la Garde nationale et la Garde royale de cet État." Ces deux corps d'armée "ne sont aucunement destinés à mener des opérations militaires en dehors de l'Arabie saoudite." Mais selon #BelgianArms, "la Garde nationale...est activement impliquée dans le conflit yéménite. Et à moins d'imaginer que ses membres ne franchissent la frontière qu'après avoir déposé fusils d'assaut et blindés légers, il est peu plausible que le matériel belge ne soit utilisé qu'à des fins défensives."<sup>64</sup> Malgré des tentatives répétées, le Ministre-président Willy Borsus n'a pas répondu aux questions des enquêteurs de #BelgianArms.<sup>65</sup>

Le 20 mai 2019, dans une action civile concernant des exportations d'armes vers la Libye, la Cour d'appel de Liège a condamné la Région wallonne à indemniser la Ligue des Droits Humains, une ONG qui avait déposé plusieurs plaintes en 2009. Selon l'arrêt, "Il y a une faute manifeste de la Région wallonne d'avoir pris sciemment la décision querellée sans motivation spécifique et ceci particulièrement vu le nombre et la qualité des armes en cause et le pays de destination." L'arrêt reproche également à la Région wallonne d'avoir modifié le décret régissant les exportations d'armes, afin de le rendre encore plus opaque.<sup>66</sup>

---

<sup>59</sup> Les "Brigades des géants" (Al Amaliqah) sont formées et armées par les Emirats arabes unis, mais ne sont "placées sous le contrôle d'aucun gouvernement." Amnesty International, "Yémen. Les Émirats arabes unis fournissent des armes occidentales à des milices sans se soucier des conséquences," 6 février 2019, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/02/yemen-uae-reckless-supplying-militias-avec-une-manne-de-armes-occidentales/> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>60</sup> Région wallonne, "Rapport annuel au Parlement wallon relatif à l'importation, au transfert, à l'exportation et au transit d'armes civiles et de produits liés à la défense, Version 2016," non daté, pp. 52, 68,

[http://gouvernement.wallonie.be/files/Documents/Rapports\\_Armes/Armes%20rapport%20annuel%202016.pdf](http://gouvernement.wallonie.be/files/Documents/Rapports_Armes/Armes%20rapport%20annuel%202016.pdf) (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>61</sup> La CNAPD et la Ligue des Droits Humains (avec le soutien d'Amnesty International).

<sup>62</sup> Email de Manuel Lambert, Conseiller juridique, Ligue des Droits Humains, 28 juin 2019.

<sup>63</sup> #BelgianArms est une enquête à partir d'informations disponibles en libre accès menée par des journalistes de *Knack*, *Le Soir* et VRT, appuyée par les médias indépendants Lighthouse Reports et Bellingcat.

<sup>64</sup> *Le Soir*, "Enquête: des armes fabriquées en Wallonie tuent au Yémen," 8 mai 2019, <https://plus.lesoir.be/222855/article/2019-05-08/enquete-des-armes-fabriquees-en-wallonie-tuent-au-yemen> (consulté le 3 juillet 2019).

<sup>65</sup> *Knack*, "Saudi's vechten met Belgische wapens in Jemen," 8 mai 2019, <https://www.knack.be/nieuws/belgie/saudi-s-vechten-met-belgische-wapens-in-jemen/article-longread-1460945.html> (consulté le 15 juillet 2019).

<sup>66</sup> Ligue des Droits Humains, "Exportations d'armes wallonnes: suite (et non fin) de la saga judiciaire," 20 mai 2019, <http://www.liguedh.be/exportations-darmes-wallonnes-suites-et-non-fin-de-la-saga-judiciaire/> (consulté le 27 juin 2019); *Le Soir*, "La Région wallonne définitivement condamnée pour avoir livré des armes à Kadhafi," 20 mai 2019, <https://plus.lesoir.be/225444/article/2019-05-20/la->

Le 14 juin 2019, le Conseil d'État, une juridiction administrative, annulait huit licences d'exportation d'armes pour l'Arabie saoudite que le gouvernement wallon avait octroyées à FN Herstal et à CMI.<sup>67</sup> Le Conseil d'État "a constaté que la Région wallonne a omis d'examiner un des critères prévus par la législation qui consiste à vérifier le comportement du pays acheteur à l'égard de la communauté internationale et notamment son attitude envers le terrorisme, la nature de ses alliances et le respect du droit international."<sup>68</sup> Cette décision résultait de 14 recours que deux ONGs<sup>69</sup> avaient introduits le 21 décembre 2017. Le 6 mars 2018, le Conseil d'État rejetait les deux premiers moyens invoqués par les ONGs mais rouvrait les débats concernant le troisième moyen, "une procédure inédite, à notre connaissance, pour une demande de suspension (qui est censée être tranchée rapidement, en raison de l'urgence)," commentait la Ligue des Droits Humains, ajoutant: "Il aura donc fallu plus de 6 mois au Conseil d'État pour trancher un litige en suspension, ce qui est exceptionnellement long."<sup>70</sup> Le 29 juin 2018, le Conseil d'État suspendait six licences (sur les 28 attaquées),<sup>71</sup> les autres ayant déjà été exécutées ou ayant expiré entre-temps. Dans une lettre aux deux ONGs, l'avocat de la Région wallonne a indiqué que les licences avaient été retirées à FN Herstal et "qu'aucune décision d'octroi de licences d'exportation pour le même matériel et la même destination n'a été prise suite aux décisions de retrait." Le bureau du Ministre-président précisait toutefois que ces retraits de licence devaient être considérés comme "des réponses spécifiques à des dossiers spécifiques."<sup>72</sup>

## Autres développements

En avril 2019, la chaîne de télévision franco-allemande ARTE annonçait que CMI avait créé un centre de formation en France dénommé "Campus Cockerill" afin de former les militaires saoudiens à l'utilisation des tourelles de chars.<sup>73</sup> En octobre 2015, Campus Cockerill a reçu une subvention de 600.000€ de la région Lorraine (France). Selon CMI, "Parmi les premiers utilisateurs du site en 2017 figureront les utilisateurs des systèmes CMI Defence, dans le cadre d'un contrat de longue durée obtenu par CMI en 2014."<sup>74</sup>

---

[region-wallonne-definitivement-condamnee-pour-avoir-livre-des-armes-kadhafi](#) (consulté le 27 juin 2019).

<sup>67</sup> *Le Soir*, "Nouveau coup d'arrêt pour les exportations d'armes wallonnes," 15 juin 2019, <https://plus.lesoir.be/art/d-20190614-3UHE9V?referer=%2Farchives%2Frecherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2520desc%26word%3Darmes%2520conseil%2520d%2527%25C3%25A9tat> (consulté le 4 juillet 2019).

<sup>68</sup> Conseil d'État, "Licences d'exportation d'armes vers l'Arabie Saoudite: Annulation," 14 juin 2019, <http://www.raadvst-consetat.be/?page=news&lang=fr&newsitem=541> (consulté le 27 Juin 2019).

<sup>69</sup> La CNAPD et la Ligue des Droits Humains (avec le soutien d'Amnesty International).

<sup>70</sup> Email de Manuel Lambert, Ligue des Droits Humains, 29 juillet 2019.

<sup>71</sup> Conseil d'État, "Licences d'exportation d'armes et de matériel lié à la défense vers l'Arabie Saoudite," 29 juin 2018, <http://www.raadvst-consetat.be/?page=news&lang=fr&newsitem=489> (consulté le 9 juillet 2019)

<sup>72</sup> *L'Echo*, "Borsus retire 7 licences d'exportation d'armes à la FN Herstal," 15 septembre 2018, <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/borsus-retire-7-licences-d-exportation-d-armes-a-la-fn-herstal/10050025.html> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>73</sup> ARTE, "Crimes de guerre au Yémen, quand les armes européennes tuent - complicités européennes," <https://www.arte.tv/fr/videos/082803-000-A/crimes-de-guerre-au-yemen-quand-les-armes-europeennes-tuent/> (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>74</sup> CMI, "CMI crée le campus Cockerill, un centre de formation international en Lorraine (France)," 10 novembre 2014, <https://johncockerill.com/fr/presse-et-actualites/actualites/cmi-cree-le-campus-cockerill-un-centre-de-formation-international-en-lorraine-france/> (consulté le 23 août 2019).

Le 21 juin 2019, neuf ONGs<sup>75</sup> appelaient la Wallonie “à arrêter immédiatement ses ventes et ses exportations d’armes à destination des pays qui commettent de graves violations du droit international humanitaire et des droits humains.”<sup>76</sup> Cet appel fut réitéré dans le cadre d’une carte blanche publiée dans la presse le 20 août 2019.<sup>77</sup>

Le 15 juillet 2019, la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA), une autorité administrative, a décidé que les licences d'exportation d'armes à destination de l'Arabie saoudite délivrées entre le 29 octobre 2017 et le 15 mai 2019 "doivent être communiquées, sous réserve de l'occultation des informations relevant des secrets d'affaires ou pouvant porter atteinte aux relations internationales de la Région."<sup>78</sup> La CADA répondait à une demande d'informations présentée par deux ONGs.<sup>79</sup>

---

<sup>75</sup> Amnesty International, CNCD-11.11.11, CNAPD, Greenpeace Belgique, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, Handicap International Belgique, Médecins du Monde Belgique, Ligue des Droits Humains et Oxfam Solidarité.

<sup>76</sup> Voir [www.amnesty.be/appelwallonieimmorale](http://www.amnesty.be/appelwallonieimmorale) (consulté le 9 juillet 2019).

<sup>77</sup> *La Libre Belgique*, “On ne marchande pas avec les armes,” 20 août 2019, <https://www.lalibre.be/debats/opinions/on-ne-marchande-pas-avec-les-armes-5d5abd5d9978e254e273738c> (consulté le 21 août 2019).

<sup>78</sup> Commission d'accès aux documents administratifs, “Avis n° 304,” 15 juillet 2019, [http://www.cada-wb.be/index.php?eID=tx\\_nawsecuredl&u=0&q=0&hash=cd6d757e113f22e2f6f6fd7f4b643f9f9807dd8e&file=fileadmin/sites/cada/upload/cada\\_commun/documents/Avis\\_2019/Avis\\_n\\_304\\_anonymise.pdf](http://www.cada-wb.be/index.php?eID=tx_nawsecuredl&u=0&q=0&hash=cd6d757e113f22e2f6f6fd7f4b643f9f9807dd8e&file=fileadmin/sites/cada/upload/cada_commun/documents/Avis_2019/Avis_n_304_anonymise.pdf) (consulté le 16 août 2019).

<sup>79</sup> La CNAPD et la Ligue des Droits Humains (avec le soutien d'Amnesty International).